

Faire entendre la voix des victimes

Pyrénées-Atlantiques **Faire entendre la voix des victimes** L'Institut pour la justice souhaite agir comme un lobby pour faire peser la voix des victimes dans le débat politique sur l'avenir de la justice. Hier, lors de l'étape toulousaine de l'association, les familles Censier et Roze, toutes deux endeuillées par le meurtre d'un fils, l'un à Nay en 2009, l'autre à Toulouse en février dernier, ont participé au débat. « Notre but est de faire entendre la voix de toutes ces victimes silencieuses, qui subissent ensuite la double peine de la procédure judiciaire », explique Xavier Bébin, le délégué général de l'Institut. Parmi les idées concrètes de l'association : faire exécuter jusqu'au bout les peines de prison ou encore de géolocaliser les délinquants plus souvent, le tout pour éviter la récidive. Et de citer l'exemple de Tony Meilhon, le présumé meurtrier de Laëtitia, qui circule sans bracelet électronique, malgré les treize condamnations à son actif. « Il paraît étonnant qu'il y ait seulement 5 000 bracelets électroniques en France, et qu'à peine une cinquantaine soient localisables », a souligné François Ville, délégué régional de l'Institut, montrant par là

qu'il était plus économique de construire des places de prison. Erreurs des magistrats La remise en liberté du mineur qui avait avoué le meurtre de Jérémey Censier pour vice de procédure, puis l'annulation avant-hier des procès verbaux (lire ci-dessous), est, pour l'association, un motif de révolte par excellence. « Nous avons vécu la dégradation du système judiciaire, qui nous gangrène aujourd'hui », a témoigné Joël Censier, le père de Jérémey. Il déplore « l'erreur commise par un magistrat » et n'espère plus une sanction juste. Tandis que le père de Jérémey Roze, confiant son « naufrage », constate seulement la lenteur de la procédure judiciaire. L'émotion comme vecteur L'association se targue d'avoir 400 000 sympathisants. Elle revendique son sérieux grâce à la présence d'experts en droit et en psychiatrie. Mais l'émotion suscitée par les témoignages des familles de victimes est le meilleur vecteur d'empathie. L'Institut se déclare apolitique et assure s'adresser avec neutralité à tout l'échiquier. Mais il flirte avec le populisme, en affirmant vouloir combattre « les dérives » et réduire le fossé entre « l'élite de la justice et le peuple ». «

Nous nous érigeons contre les idées préconçues, comme celle de dire que notre pays est très répressif alors que nous sommes en dessous de la moyenne européenne. On parle aussi de la prison comme de l'école du crime, mais si c'est le cas, les détenus arrivent avec leur diplôme déjà en poche ! », a lancé Xavier Bébin. La centaine de personnes présente dans le public, plutôt âgée dans l'ensemble a beaucoup applaudi les discours et les témoignages. Déjà acquis, pour certains, à la cause, il leur a été proposé de signer le « pacte 2012 pour la justice ». Objectif pour l'Institut : rallier un million de personnes à sa cause pour présenter ses idées à tous les candidats à la présidentielle.

ARMELLE PARION



L'assemblée était composée d'un centaine de personnes. PH. « SO »